

# **La situation linguistique des pays d’Afrique de l’ouest**

**Denis Creissels**  
Université Lumière Lyon2

## **1. Introduction**

Par Afrique de l’Ouest, on entend habituellement la partie de l’Afrique sub-saharienne qui s’étend du Sénégal à l’Ouest jusqu’au Niger et au Nigéria compris, et c’est cette délimitation qui est retenue ici. Concrètement, l’Afrique de l’Ouest ainsi délimitée englobe tous les pays qui à l’époque coloniale faisaient partie de l’A.O.F., plus un certain nombre d’anciennes colonies anglaises (Gambie, Sierra-Leone, Liberia, Ghana, Nigeria) et portugaises (Cap-Vert, Guinée-Bissau).

Cet exposé a pour objectif une présentation de la situation linguistique de ces pays, qui à côté de caractéristiques communes présentent aussi des différences considérables en ce qui concerne leur situation linguistique. Après un aperçu de la diversité linguistique de l’Afrique de l’Ouest, j’aborderai successivement la question du statut officiel des langues, les domaines d’utilisation des langues autochtones et des langues officielles, l’utilisation des langues à l’écrit, l’utilisation des langues dans l’enseignement, et la question du multilinguisme et de la coexistence des langues.

## **2. La diversité linguistique de l’Afrique de l’ouest**

Prise globalement, l’Afrique de l’ouest regroupe plusieurs centaines de langues. Il est difficile d’être plus précis, car le comptage dépend de ce qui est considéré comme langues différentes ou variétés dialectales de la même langue. En ce qui concerne le nombre de locuteurs, cela peut aller de quelques dizaines (pour des langues minoritaires qui ont cessé d’être transmises aux enfants et sont en passe d’être remplacées par une autre langue) à plusieurs dizaines de millions (hausa). Comme ailleurs dans le monde, on peut s’attendre à une réduction drastique de cette diversité dans les prochaines décennies, mais la proportion de langues en danger immédiat de disparition (c’est-à-dire pour lesquelles la rupture totale de la transmission aux enfants est un fait acquis) est moins élevée en Afrique de l’ouest (et en Afrique subsaharienne en général) que dans d’autres régions du monde.

Les langues d’Afrique de l’ouest ne diffèrent pas les unes des autres au même degré, en Afrique de l’ouest comme ailleurs dans le monde, on peut regrouper les langues en familles pour lesquelles on peut faire l’hypothèse d’une origine commune. Mais même à ce niveau, la diversité est très grande, puisqu’on distingue en Afrique de l’ouest quatorze familles de familles de langues différentes. Certaines de ces familles présentent entre elles des ressemblances qui permettent de les regrouper en macro-familles, mais pour certaines autres, leurs possibles liens de parenté avec d’autres familles sont en tout état de cause trop anciens pour qu’on puisse de manière sûre proposer des regroupements.

(1) Familles de langues regroupées dans la macro-famille afroasiatique

- sémitique (arabe)
- berbère (tamacheq)
- tchadique (hausa, etc.)

(2) Familles de langues regroupées dans la macro-famille Niger-Congo

- atlantique (wolof, etc.)
- mel (temne, etc.)
- kru (bété, etc.)
- kwa (ewe, etc.)
- gur (moore, etc.)
- Benue-Congo (yoruba, etc.)

(3) Familles de langues regroupées dans la macro-famille nilo-saharienne

- saharien (kanuri)

(4) Familles de langues dont l’inclusion dans une macro-famille est problématique

- mandé (bambara, etc.)
- dogon
- songhay
- ijo

A cet inventaire il convient d’ajouter les pidgins ou créoles d’origine anglaise ou portugaise, qui ont pris dans certains pays une importance considérable (créole portugais de Guinée-Bissau, krio (créole anglais) de Sierra-Leone notamment).

En ce qui concerne maintenant la situation par pays, la moyenne est de quelques dizaines de langues différentes par pays, avec plusieurs centaines pour le seul Nigeria. On cite par exemple couramment des chiffres aux environs de 25 pour le Sénégal, 60 pour la Côte d’Ivoire. Les pays où on parle moins de 10 langues différentes sont l’exception, et le seul pays absolument monolingue est le Cap-Vert, dont l’unique langue autochtone est le capverdien (créole portugais).

Comme on peut s’y attendre compte tenu de l’histoire politique de l’Afrique, il n’y a par ailleurs aucune coïncidence entre frontières linguistiques et frontières politiques. La règle générale est que, dans les zones frontalières, ce sont les mêmes langues qui sont parlées de part et d’autre de la frontière.

La contrepartie de cette très grande diversité linguistique est le développement de l’usage véhiculaire de certaines langues, qui à l’échelle de zones géographiques plus ou moins étendues sont utilisées pour la communication inter-ethnique. Cet aspect de la situation linguistique de l’Afrique est très fluctuant ; en fonction d’évolutions socio-économiques, l’usage véhiculaire de certaines langues peut se développer très rapidement, mais aussi décliner tout aussi rapidement. Dans beaucoup de pays, la situation actuelle se caractérise par une concurrence entre les langues véhiculaires traditionnelles, dont certains au moins restent

toujours très dynamiques, et l'usage véhiculaire de la langue officielle héritée de la colonisation (ou d'une variété pidginisée de la langue officielle), qui globalement est en progression.

A l'échelle individuelle, la conséquence de cette situation est que le bi-ou multilinguisme constitue la règle générale, sauf pour les locuteurs dont la langue maternelle a un statut véhiculaire suffisamment fort pour qu'ils puissent se dispenser d'acquérir d'autres langues. Par exemple, au Sénégal, les locuteurs natifs du wolof sont majoritairement monolingues, par contre les locuteurs des autres langues connaissent généralement le wolof, et souvent aussi une ou même plusieurs autre(s) langue(s) régionalement importante(s).

Enfin, comme on le verra plus en détail dans ce qui suit, d'un pays à l'autre, il y a des différences considérables dans la connaissance et la pratique des langues officielles héritées de la colonisation (français, anglais ou portugais selon les pays).

### **3. Le statut officiel des langues**

En dehors de la Mauritanie (dont la langue officielle est l'arabe), aucun pays ouest-africain n'a jusqu'ici accordé le statut de langue officielle à une langue autre que celle de l'ancienne puissance coloniale. Cela veut dire que dans tous les pays d'Afrique de l'ouest, la langue de l'ancien colonisateur (français, anglais ou portugais) occupe une place exclusive au moins dans la haute administration et l'enseignement secondaire et supérieur, et généralement bien au-delà de ces deux domaines, mais avec des différences considérables d'un pays à l'autre, comme on le verra dans ce qui suit.

On peut noter immédiatement, pour ne plus avoir à y revenir, une particularité remarquable des deux pays lusophones d'Afrique de l'ouest (Cap-Vert et Guinée-Bissau), qui est d'avoir comme langue autochtone unique (dans le cas du Cap-Vert) ou dominante (dans le cas de la Guinée-Bissau) un créole apparenté à la langue officielle.

La plupart des pays ouest-africains reconnaissent une partie de leurs langues comme 'langues nationales', mais ce terme ne correspond à aucun statut juridique précis. En règle générale, en soi, cette reconnaissance est purement symbolique et n'a aucun effet pratique notable. L'importance plus ou moins grande que telle ou telle langue peut avoir à l'échelle d'une région ou même d'un pays tout entier est le résultat d'une dynamique sociologique, pas d'une politique systématiquement menée, et le fait qu'une langue soit qualifiée de 'nationale' ne donne aucune indication sur son statut réel.

Les états ouest-africains ne font rien qui puisse s'interpréter comme visant délibérément à restreindre les domaines d'usage des langues autochtones, mais ils ne font rien non plus (ou très peu) pour favoriser ou planifier leur développement, et pour permettre que leur usage s'étende à des domaines autres que leurs domaines traditionnels d'utilisation.

### **4. Les domaines d'utilisation des langues autochtones et des langues officielles**

On trouve dans les pays d'Afrique de l'ouest toute la gamme des situations possibles entre des langues dont l'utilisation ne sort pas du cadre des activités quotidiennes de villages traditionnels vivant de l'agriculture, jusqu'à des langues comme le wolof ou le bambara, qui

au moins à l'oral sont présentes dans à peu près tous les domaines que l'on peut imaginer. Il y a des langues qui ne sont utilisées que dans les situations de la vie quotidienne entre personnes qui se connaissent pour faire partie de la même communauté, et qu'il serait tout à fait incongru de vouloir utiliser en dehors de ce cadre. Mais il y a aussi des langues qu'il est normal d'utiliser à peu près en toutes circonstances pour s'adresser à un inconnu, même dans des situations relativement formelles (par exemple au guichet d'une administration, dans le secrétariat d'un département universitaire, entre médecin et malade, ou bien entre un policier et l'automobiliste qu'il verbalise, entre un journaliste et son interlocuteur dans un débat télévisé, etc.).

En ce qui concerne les médias autres que la presse écrite, pratiquement toutes les langues en dehors de celles qui n'ont qu'un tout petit nombre de locuteurs sont bien représentées dans les radios locales. A la télévision, sans que cela résulte d'une quelconque planification, certaines langues se taillent la part du lion (le wolof au Sénégal, le bambara au Mali), alors que d'autres sont absentes ou presque.

En dehors des domaines où aucune concurrence des langues autochtones n'est concevable dans l'état actuel des choses, l'utilisation de la langue officielle est évidemment particulièrement limitée dans les pays où l'une des langues autochtones est une langue véhiculaire largement dominante et bien acceptée par les locuteurs des autres langues.

Inversement, la diffusion de la langue officielle est particulièrement forte dans les pays où les langues véhiculaires potentielles ne dépassent pas le cadre régional, et où leur usage se heurte à des réticences plus ou moins fortes de la part des membres de certaines ethnies. Dans ce genre de situation, pour les locuteurs qui ont une maîtrise suffisante de la langue officielle, le choix du français (ou de l'anglais, selon les pays) pour communiquer avec les autres groupes ethniques peut être une façon de marquer son opposition à ce qui est ressenti comme la domination d'un autre groupe.

## **5. L'utilisation des langues à l'écrit**

Traditionnellement, il existait pour certaines langues de la zone sahélienne, par exemple le peul ou le hausa, une pratique d'écriture en alphabet arabe (adjami), qui toutefois n'a jamais touché qu'une faible proportion des populations. Actuellement, cette pratique est dans l'ensemble en perte de vitesse.

Par ailleurs, toutes les langues ouest-africaine d'une certaine importance ont une écriture en alphabet latin officiellement codifiée, mais dont l'utilisation reste très marginale, même pour les langues les plus dynamiques. Par exemple, même dans les pays où une langue s'impose nationalement dans presque tous les domaines de la communication orale, l'utilisation de cette langue reste marginale dans l'affichage public, et la presse en langues africaines est inexistante ou presque.

Les SMS constituent actuellement le seul domaine où l'usage écrit des langues ouest-africaines est courant, mais il s'agit en règle générale de locuteurs qui ont été scolarisés en anglais ou en français, et qui rédigent leurs SMS non pas selon l'orthographe de leur langue telle qu'elle est officiellement préconisée (et qu'en général ils ignorent), mais en bricolant avec la valeur phonétique qu'ont les lettres dans l'orthographe française ou anglaise.

Il est intéressant de signaler qu'en ce qui concerne l'usage écrit des langues, il y avait à l'époque coloniale une différence considérable entre les colonies anglaises (où il existait un

embryon de presse dans les langues locales les plus importantes, et où l'usage écrit des langues était officiellement encouragé) et les colonies françaises (ou il n'existait rien de semblable). Par contre depuis l'indépendance on a assisté plutôt à une régression dans les anciennes colonies anglaises, et actuellement il n'y a pas de différence notable sur ce point entre pays anglophones et francophones.

Un phénomène curieux (et unique) est que dans les langues mandingues, surtout en malinké de Guinée (mais aussi dans une moindre mesure en bambaradu Mali), on a assisté depuis une vingtaine d'années au développement d'un alphabet créé de toutes pièces (et en dehors de tout encouragement officiel) pour écrire le mandingue : l'alphabet nko. Il est toutefois trop tôt pour faire des prévisions sur l'avenir de ce mouvement.

## **6. Les langues dans l'enseignement**

La Guinée de Sékou Touré avait essayé de remplacer le français par les langues nationales dans l'enseignement primaire, mais cette réforme, faite dans de très mauvaises conditions et très impopulaire, a été un échec retentissant, et une des premières mesures du régime qui a succédé à Sékou Touré a été le retour au tout-français.

D'autres pays francophones ont lancé des programmes d'introduction des langues nationales dans l'enseignement primaire, mais il y a très peu de réalisations concrètes, et le moins qu'on puisse dire est que ces programmes sont vus avec beaucoup de méfiance par les populations, pour des motifs variés (crainte d'un écart encore plus fort entre les écoles qui accueillent les enfants des élites et celles pour les enfants des classes populaires, crainte d'une accentuation de la domination des langues déjà dominantes, crainte d'une baisse de niveau en français, etc.). Ceci dit, on ne dispose d'aucune information précise sur les pratiques langagières réelles dans les classes, mais tout laisse à penser que la situation sur ce point est très variable. Un facteur à ne pas négliger est le faible niveau en français de beaucoup d'enseignants du primaire.

Dans les pays anglophones, les langues locales occupaient souvent une place plus ou moins importante dans les premières années de l'enseignement primaire, mais depuis les indépendances leur statut a plutôt régressé que progressé, et dans ce domaine, comme dans celui de l'usage écrit des langues, la situation des pays anglophones n'est plus fondamentalement différente de celle des pays francophones.

## **7. Le multilinguisme et la coexistence des langues**

### **7.1. Remarques introductives**

Au niveau individuel, il convient d'abord de rappeler que le multilinguisme est infiniment plus répandu en Afrique qu'en Europe. Il n'est pas rare de rencontrer des personnes dont le répertoire linguistique inclut 4 ou 5 langues locales, maîtrisées bien sûr à des degrés très divers, mais toutes apprises « sur le tas », à quoi peut s'ajouter selon le niveau de scolarisation une maîtrise plus ou moins bonne de la langue officielle du pays.

Il y a toutefois de fortes variations d'un groupe ethnique à l'autre : le monolinguisme n'est pas rare chez les membres d'ethnies importantes dont la langue est largement pratiquée

comme langue seconde par les autres ethnies (Wolofs ou Bambaras par exemple), il est par contre exceptionnel dans les ethnies minoritaires, où tout individu adulte maîtrise à des degrés divers, en plus de la langue de son ethnie, une ou plusieurs autres langues qu'il utilise pour la communication en dehors de son groupe.

Au niveau de la société, le multilinguisme peut être plus ou moins harmonieux ou au contraire conflictuel, pour des raisons qui ne sont pas propres à l'Afrique : là où existent des tensions plus ou moins fortes entre groupes ethniques ou communautés religieuses, l'usage des langues tend à cristalliser ces tensions. L'utilisation des langues dans le contexte de contacts entre personnes d'ethnies différentes peut alors se charger de connotations, et prendre une dimension plus ou moins conflictuelle, d'où le développement de stratégies pour éviter le choix d'une langue ressenti comme impliquant d'accepter la suprématie de l'autre, ou comme une provocation qu'on souhaite éviter. Il y a de ce point de vue des différences considérables d'un pays à l'autre, mais une constante est que la réticence de certains groupes ethniques à utiliser une langue véhiculaire qu'ils associent à la domination d'un autre groupe ethnique est un facteur non négligeable de progression de l'usage véhiculaire du français ou de l'anglais, perçus comme dépourvus de telles connotations.

Pour ce qui est du multilinguisme et de la coexistence des langues à l'échelle des pays, il y a des distinctions considérables d'un pays à l'autre. Dans ce qui suit, je me limiterai à donner quelques précisions sur la situation de quatre pays francophones qui illustrent bien cette diversité : le Sénégal, le Mali, la Guinée et la Côte d'Ivoire.

## **7.2. Le cas du Sénégal**

Au Sénégal, les Wolofs représentent près de la moitié de la population, et leur langue est omniprésente comme langue véhiculaire, y compris dans les régions où l'ethnie wolof est très peu représentée. Dans tous les centres urbains où les groupes ethniques se mélangent, l'assimilation au wolof est un phénomène massif. C'est le cas depuis longtemps dans la capitale Dakar, mais aussi par exemple à Ziguinchor (Casamance), où la langue véhiculaire traditionnelle était le créole portugais, ou encore à Kédougou (Sénégal Oriental), où les Wolofs ne sont qu'une infime minorité.

Cette diffusion du wolof est certainement facilitée par le fait que, tout en étant un pays multiethnique, le Sénégal est dans l'ensemble remarquablement épargné par les conflits inter-ethniques. Le problème casamançais est souvent évoqué, mais il ne s'agit pas à proprement parler d'un problème d'antagonisme entre ethnies. Au Sénégal, on peut dire que chaque ethnie revendique son identité et l'usage de sa langue, mais sans que cela prenne des aspects véritablement conflictuels. En ce qui concerne les langues, chaque groupe ethnique a la fierté de parler sa langue, et a le souci de la transmettre dans la mesure du possible aux enfants (ce qui toutefois devient de plus en plus problématique, surtout en milieu urbain). L'assimilation au wolof, même si elle est jugée négativement, est vécue comme une conséquence inévitable des évolutions de la société.

## **7.3. Le cas du Mali**

Pour le Mali, à part la question des régions du Nord-Est (qui sont un héritage des frontières coloniales et n'ont pas grand-chose à voir historiquement et culturellement avec le reste du pays), on peut répéter point par point ce qui a été dit pour le Sénégal. Le Mali est un pays

multiethnique, mais en dehors des ethnies du Nord-Est (et plus spécialement les Touaregs), les groupes ethniques coexistent sans problème majeur. Les Bambaras constituent près de la moitié de la population, et en dehors du Nord-Est, leur langue est largement acceptée comme langue véhiculaire par les autres groupes ethniques, et elle est présente à l'oral dans pratiquement tous les domaines de la vie publique. La domination du bambara sur les autres langues est particulièrement forte dans la capitale Bamako et dans tous les centres urbains, y compris ceux situés en dehors des régions peuplées par les Bambaras, et l'assimilation au bambara en milieu urbain est un phénomène très important.

#### **7.4. Le cas de la Guinée**

A la différence du Sénégal et du Mali, la situation de la Guinée se caractérise par des relations conflictuelles entre les trois principaux groupes ethniques, qui dominent chacun dans une région particulière : les Sooso, les Peuls et les Malinkés. Depuis l'indépendance, la vie politique de la Guinée tourne entièrement autour de ce conflit. La période Sékou Touré était celle de la domination des Malinkés, et depuis, à chaque élection nationale, les questions de programme politique sont très clairement secondaires par rapport à l'appartenance ethnique des candidats, chaque groupe ethnique soupçonnant les autres d'avoir pour seul but de profiter des élections pour asseoir leur hégémonie.

En ce qui concerne la question des langues, la conséquence évidente de cette situation est que la Guinée a trois langues régionales importantes (plus un certain nombre de langues minoritaires), mais dont aucune ne peut prétendre à jouer au niveau du pays tout entier un rôle comparable à celui que jouent le wolof au Sénégal ou le bambara au Mali.

#### **7.5. Le cas de la Côte d'Ivoire**

Le cas de la Côte d'Ivoire est encore différent. En effet, les conflits inter-ethniques qui caractérisent la Guinée n'ont pas leur racine dans des différences culturelles fondamentales entre les ethnies concernées, et du point de vue religieux, l'Islam est partout la religion dominante en Guinée. Dans le cas ivoirien par contre (et des choses semblables peuvent s'observer dans des pays voisins comme le Ghana, le Togo, le Bénin ou le Nigéria), le problème est que les frontières héritées de la colonisation ont réuni en un même pays des régions très différentes d'un point de vue historico-culturel. On a ainsi en Côte d'Ivoire une opposition très forte entre la partie sud, de tradition animiste (et actuellement largement christianisée), et la partie nord, largement islamisée. A cela s'ajoute le fait que le dynamisme économique du sud a eu pour conséquence une très forte immigration en provenance du nord du pays, mais aussi des pays du Sahel, au point qu'actuellement, les ethnies du sud sont souvent en minorité sur leur propre territoire, d'où les sentiments de frustration et de rejet qu'on imagine aisément. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, depuis l'indépendance, la Côte d'Ivoire ait été le théâtre de conflits ethniques plus ou moins localisés et plus ou moins sanglants, le dernier en date, qui a été particulièrement violent, ayant embrasé le pays tout entier.

Sur le plan linguistique, la Côte d'Ivoire connaît une situation qui ne ressemble à celle d'aucun autre pays ouest-africain, avec une très forte tendance du français (souvent sous des formes plus ou moins pidginisées) à concurrencer fortement les langues autochtones jusque

dans des situations où, dans les autres pays, la concurrence du français ne se fait pas sentir de manière notable.

Il y a notamment de plus en plus d'enfants ivoiriens, y compris dans les milieux populaires et dans les petites villes en zone rurale, qui ont pour première langue le français (ou une variété plus ou moins pidginisée de français), et qui ne maîtrisent bien, ni la langue traditionnelle de leur groupe ethnique, ni aucune autre langue locale. Ce phénomène d'acquisition exclusive de la langue officielle par des enfants peut s'observer dans des pays comme le Gabon ou le Cameroun, mais en Afrique de l'ouest il est dans l'ensemble très marginal, sauf précisément en Côte d'Ivoire, où il y a maintenant plusieurs dizaines d'années que ce phénomène se développe.

En Côte d'Ivoire, même les langues les plus importantes numériquement (comme le baoulé avec plusieurs millions de locuteurs) tendent à n'être utilisées que dans des situations de la vie quotidienne, et par des personnes qui se connaissent comme appartenant à une même communauté. Même dans les ethnies les plus importantes, il y a une proportion significative (et qui va en augmentant) de personnes qui ne maîtrisent bien ni la langue de leur ethnie, ni aucune autre langue africaine. Il y a bien sûr sur tous ces points des variations importantes selon les régions et les ethnies, mais de manière générale les ethnies minoritaires du sud sont les plus touchées par cette évolution.

## **8. Conclusion**

En guise de conclusion, je souhaiterais faire ressortir que dans cet exposé, j'ai présenté les caractéristiques essentielles, à un moment donné, d'une situation qui se caractérise par la possibilité d'évolutions relativement rapides. En Afrique de l'ouest comme ailleurs dans le monde, l'urbanisation progresse à une cadence très rapide, et elle s'accompagne depuis quelques années d'un développement économique qui contraste avec la stagnation qui a régné pendant des décennies. Les mutations sociologiques qui en découlent ne peuvent pas ne pas avoir d'incidence sur une situation linguistique elle-même fluctuante, mais en dehors de la disparition difficilement évitable des langues dont la situation est la plus précaire, il est difficile de savoir comment la situation évoluera d'un pays à l'autre. Il faut en effet tenir compte non seulement des données objectives et des projections qu'elles permettent de faire, mais aussi de la façon dont les gens perçoivent les menaces qui peuvent peser sur l'avenir de leurs langues, et des réactions qui peuvent en découler.